

# COMMUNIQUE DE PRESSE

---



Le 11 décembre 2024

## **La solidarité bafouée par un nouveau plan d'austérité départementale !**

**La majorité départementale a décidé de casser la solidarité départementale en décidant, lors de la commission permanente du 9 décembre, de supprimer ou baisser drastiquement les subventions d'associations accompagnant les populations les plus fragiles. C'est, de nouveau, une attaque sans précédent contre la solidarité que nous condamnons.**

La majorité départementale a décidé, unilatéralement et sans aucune concertation, de baisser les subventions du Secours Catholique, des Restos du Cœur, de la Croix Rouge et du Secours Populaire.

Après les syndicats départementaux, après la Fédération CNL du Val-de-Marne et la Ligue des Droits de l'Homme du Val-de-Marne, la majorité continue de détruire le tissu associatif, seul rempart contre la mort sociale et économique de nombreux quartiers et de milliers de bénéficiaires.

Cela fait suite au désengagement continu de la majorité départementale, depuis son arrivée en responsabilité, avec la suppression du chèque de solidarité et de la carte Imagin'r.

Inacceptable et incompréhensible dans le moment social que nous vivons. Ces associations soutiennent des milliers de personnes qui affrontent des accidents de la vie et essaient de survivre face à des politiques sans cesse plus régressives les unes que les autres.

L'enquête annuelle de l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (Ancols) indique que 59 % des ménages déclarent rencontrer régulièrement des difficultés pour finir le mois. Pour 40 % des locataires, ces difficultés sont persistantes depuis au moins deux ans.

Pire, les augmentations des loyers en 2025 (+ 11% en trois ans), des charges (+ 20 %) et des factures des énergies (jusqu'à + 20 %) vont continuer à précariser des milliers de familles dont le pouvoir d'achat est grevé par des salaires et des pensions qui stagnent.

La Fédération CNL du Val-de-Marne apporte toute sa solidarité à l'ensemble des associations touchées par cette décision politique qui engage une régression dangereuse dans l'accompagnement social et le maintien de la cohésion sociale dans les quartiers populaires.

Nous appelons l'ensemble des associations et des syndicats du département à se mobiliser pour réaffirmer la nécessité d'un engagement sans faille du Département dans des politiques sociales ambitieuses au service de l'ensemble de la population.